

COVID-19: Vers un nouveau modèle d'engagement avec la société civile

Éditorial par Vanessa Moungar, Directrice, Département Genre, Femmes et Société Civile

En très peu de temps, la COVID-19 a changé la vie des gens partout dans le monde, affectant notre santé, nos économies et nos moyens de subsistance. Les gouvernements, les institutions, les entreprises, les organisations et les citoyens prennent des mesures pour aider à prévenir la propagation du virus et pour gérer notre réponse humaine commune.

En effet, des défis sans précédent nécessitent des niveaux de solidarité sans précédent et une action coordonnée de tous les acteurs de la société. Les acteurs de la société civile doivent participer pleinement à des coalitions d'action plus larges en tant que partenaires clés dans la réponse directe et la mise en ceuvre des programmes, à des séances d'information communautaires, à des campagnes de sensibilisation et de prévention, ainsi que à la réforme des politiques. La crise actuelle révèle le rôle critique joué par les citoyens et les communautés dans la réponse à cette situation d'urgence, et la contribution essentielle des organisations de la société civile de manière plus générale, en première ligne. Malgré des ressources cruellement limitées, des initiatives innovantes émergent sur tout le continent, ayant un impact direct sur la vie des gens.

C'est la raison pour laquelle cette édition se concentrera sur la mise en lumière de certaines de ces initiatives en cours et des acteurs qui les dirigent.



Je vous souhaite une bonne lecture. **Vanessa Moungar**

Le mot de Zéneb Touré, Responsable de la division Société civile et Engagement communautaire

Vous l'avez tous vu, nous l'avons tous vu: presqu'en un clin d'œil, la COVID-19 a changé nos vies. La pandémie a tout changé et, plus que jamais, les organisations de la société civile ont su jouer leur rôle d'acteurs du changement, d'influence des politiques et d'intervenants de première ligne en situation d'urgence.

Cette première édition 2020 de notre bulletin d'information vise à mettre en évidence ce rôle crucial de la société civile dans ce contexte. Il met en lumière la façon dont les organisations de la société civile et les communautés

avec lesquelles nous travaillons mènent diverses initiatives. Du Maroc au Lesotho, la solidarité est au cœur de la crise. Distributions de nourriture et de matériel de santé pour permettre aux citoyens défavorisés de respecter la quarantaine comme tout le monde, campagnes de sensibilisation sur l'eau et l'assainissement à travers les radios communautaires, engagement des agriculteurs africains à nourrir l'Afrique, blogueurs et entrepreneurs sociaux mobilisant les populations: autant d'initiatives qui ont déjà été lancées et sont essentielles pour lutter contre le virus. Apprenez-en plus à leur sujet dans cette édition.



Nous sommes tous ensemble dans cette lutte et nous surmonterons le virus ensemble.

Zéneb Touré





Les organisations de la société civile africaine en première ligne face à la COVID-19

BAD-UA ECOSOCC: Un partenariat innovant pour impliquer les OSC dans la réponse à la COVID-19





Depuis le début de la crise, la Banque africaine de développement et le Conseil économique, social et culturel de l'Union Africaine (UA-ECOSOCC) rassemblent leurs experts et des acteurs de la société civile pour informer les citoyens africains sur les conséquences de la pandémie et lutter contre la propagation de la désinformation. Tout au long de cette campagne de sensibilisation, l'accent a été mis sur la manière dont la société civile et les populations font face à la crise, en abordant des sujets tels que les mesures de santé et d'assainissement, l'intégration de la dimension du genre dans la réponse à la pandémie, la mobilisation des ressources et le rôle des réseaux sociaux dans la gestion de la crise.

Avec une fréquentation atteignant jusqu'à 1500 participants en Afrique et issus de la diaspora, avec jusqu'à 40000 impressions sur les plateformes de réseaux sociaux (Facebook, Twitter, LinkedIn), les citoyens africains manifestent un intérêt croissant pour ces sessions de partage d'expériences et de meilleures pratiques. La séance au cours de laquelle, par exemple, la directrice générale de l'Organisation Panafricaine des Agriculteurs a expliqué comment les agriculteurs africains s'engagent, malgré les défis, à nourrir les populations africaines a suscité un enthousiasme généralisé et a soulevé un nombre important de questions.

Le rôle constructif et important que jouent les organisations de la société civile montre combien il est crucial pour les gouvernements africains de les inclure dans les plans de riposte nationaux afin de développer une approche globale de cette pandémie. La série de webinaires durera plusieurs mois et traitera des opportunités et des défis supplémentaires liés à la collaboration avec les OSC pendant la pandémie de COVID-19. Restons connectés pour freiner la spirale de la pandémie et façonner un avenir plus inclusif avec une participation citoyenne de grande valeur.

Lien vers les wébinaires: https://vimeo.com/ showcase/7129666

Gestion de la Crise: Les OSC partagent leurs expériences

Organisation Panafricaine des Agriculteurs (PAFO)-La PAFO a souligné dans une déclaration le rôle central du secteur agricole et la nécessité de placer le système de production des agriculteurs familiaux et l'approvisionnement en produits alimentaires comme une priorité absolue en ces temps de COVID-19. Dans cette déclaration, l'engagement des agriculteurs est prononcé :



« Les agriculteurs africains ont toujours été et seront toujours engagés et responsables de la continuité de la chaîne de production alimentaire à partir de leur exploitation. Les agriculteurs africains sont conscients de leur responsabilité et ont l'intention d'accomplir leur mission tout en respectant pleinement le cadre de protection mis en place par les gouvernements. Nous continuerons à participer à la sensibilisation aux mesures de contrôle en utilisant différentes plateformes médiatiques, à doubler nos efforts dans les activités à la ferme pour produire plus de nourriture, approvisionner les marchés disponibles et nourrir l'Afrique».

Elizabeth Nsimadala, Présidente

Technologies for Economic Development (TED), Lesotho: «Au Lesotho, les OSC se sont engagées au travers d'activités en même temps que le gouvernement se préparait à protéger la nation. Parmi ces activités, TED, qui fait partie du Cluster WASH (eau, hygiène et assainissement) sous la tutelle du Ministère de l'Eau, a dispensé des sessions d'éducation à l'hygiène sur la Radio Lesotho, qui couvre tout le pays (2108 millions de personnes) et sur Radio Maria Lesotho, qui diffuse en ligne et couvre les 8 districts sur 10. Sur Radio Maria Lesotho, TED a également animé des programmes pour les enfants portant sur l'usage de l'eau, l'assainissement et l'hygiène et en fournissant des articles tels que du savon pour motiver les enfants contribuant au programme radio à pratiquer une hygiène appropriée et à devenir des agents du changement



dans les foyers. Notre organisation a également travaillé avec le ministère de l'Éducation et de la Formation en collaboration avec le Programme alimentaire mondial dans le cadre du programme d'alimentation scolaire qui a fourni des colis alimentaires aux écoliers du district de Qacha's Nek. Enfin, nous conseillons régulièrement le Ministère de la Santé d'engager des biologistes et autres professionnels de la santé et de constituer des équipes pour accompagner le pays dans sa lutte contre le virus ».

Mantopi Martina de Porres Lebofa, Directrice

Community Empowerment for Progress Organization (CEPO), Soudan du Sud — « En tant qu'organisation de plaidoyer, le CEPO entreprend un certain nombre d'activités visant à sensibiliser les différentes communautés du Soudan du Sud. Nous rencontrons régulièrement les chefs des différentes communautés pour les mettre à jour sur l'actualité qui se déroule. Nous participons aussi à des émissions-débats à la radio, faisons de la sensibilisation communautaire et des campagnes de porte à porte, et nous nous assurons surtout que la communication se fait dans les langues locales. Dans le contexte actuel, nous observons la conduite des forces de sécurité dans l'application des



mesures déclarées par le gouvernement en mettant l'accent sur les violations des droits humains, et faisons pression pour obtenir des fonds et une aide alimentaire pour aider les personnes les plus touchées par les mesures gouvernementales. CEPO est une organisation qui opère généralement à travers le pays. Cependant, en raison des problèmes de ressources en ces temps, nous ne pouvons mener ces activités que dans certaines régions clés du pays, à savoir: Wau dans la région de Bhar El-Ghazal; Bor, dans la région du Haut-Nil et Juba, dans la région Équatoria. Dans d'autres sous-régions, nous travaillons en partenariat avec des organisations de la société civile et des institutions religieuses locales. Nous travaillons main dans la main avec le ministère de la Santé du gouvernement du Soudan du Sud, l'OMS, Oxfam, l'église de Suède et les stations de radios locales. Nous estimons qu'entre 7500 et 10 000 personnes ont été touchées par nos différentes activités de sensibilisation".

William Lukudu, Directeur des Programmes

Les influenceurs digitaux appellent à une citoyenneté responsable

211CHECK, la plateforme sud-soudanaise qui combat la désinformation



«Whatsapp, Facebook et Twitter: toutes ces plateformes de réseaux sociaux connaissent une forte prévalence d'« infodémie ». Alors que les gouvernements et les acteurs de la société civile continuent de lutter contre la pandémie, la question parallèle et tout aussi dangereuse de la désinformation augmente en flèche. De nombreux influenceurs africains, dont mon équipe et moi-même faisons partie, utilisent déjà leur présence en ligne pour mobiliser leurs communautés afin d'éviter la circulation de fausses informations liées à la COVID-19. Nous devons nous assurer de fournir des informations factuelles et exactes au public, en particulier en ces temps de pandémie. L'autorité des influenceurs est indéniable du simple fait qu'ils ont un nombre massif de followers qui les suivent diligemment. La nécessité de lutter contre la désinformation, en temps de crise ou non, a conduit à la création de 211CHECK, une plateforme de vérification des faits et de vérification des informations qui lutte contre la désinformation au Soudan du Sud. Nos 120 jeunes volontaires de diverses disciplines travaillent quotidiennement à la vérification des informations erronées et fournissent des données précises aux communautés. Dans ce contexte de COVID-19, nous visons à améliorer la qualité des informations de santé partagées en ligne dans le pays. Notre modèle de vérification des faits est en cours d'adoption au Cameroun et bientôt dans deux autres pays africains. Nous espérons que ce modèle pourra être étendu à l'ensemble du continent».

Nelson Kwaje, Chef d'équipe, 211CHECK

L'auto-diagnostic COVID-19 à portée de main pour la population algérienne



En arabe, «FahS» signifie «examiner» ou «diagnostic». C'est le nom de l'application d'auto-diagnostic COVID-19 créée par la start-up algérienne Brenco. Le PDG Karim Brouri et son équipe ont immédiatement vu la nécessité d'une telle application et ont entrepris l'initiative à un stade très précoce de la crise. L'objectif de FahS est simple: elle sensibilise à la COVID-19 et communique sur les moyens de prévention, en utilisant des informations approuvées par le ministère algérien de la Santé et l'Organisation mondiale de la santé. Elle est d'autant plus cruciale et pratique qu'elle propose également un test

d'auto-diagnostic à ses utilisateurs, qui renseignent leurs symptômes. Les données collectées sont communiquées de manière anonyme aux autorités pour leur permettre de prendre des décisions mieux orientées, basées sur des données en temps réel et de surveiller les cas positifs du COVID-19. Pour contribuer à endiguer la propagation du virus à grande échelle, la solution a été mise gratuitement à la disposition des autorités sanitaires de tout le continent. Une initiative généreuse et résiliente dont chaque pays du continent peut bénéficier. En ces temps de crise où les économies et les systèmes de santé africains sont si gravement touchés, mon engagement et celui de Startup BRICS, qui a toujours été d'honorer et de promouvoir les écosystèmes de la technologie africaine, a encore plus de sens. Nous continuerons à mettre en lumière des initiatives telles que FahS, pour encourager d'autres initiatives citoyennes et trouver ensemble des solutions pour le contexte actuel mais aussi pour le post-COVID. Samir Abdelkrim, fondateur de StartupBRICS et **EMERGING Valley**

Internet et l'engagement citoyen en temps de crise sanitaire



Entre états d'urgence, couvre-feux et mesures de confinement, la vitesse d'internet est de plus en plus sollicitée dans un monde complètement à l'arrêt. La Covid-19 est venue chambouler les règles et rythmes de vie des populations à travers le monde. À l'instar des internautes en Asie ou en Europe, l'Africain 2.0 s'est aussi vite mis à participation pour soutenir les efforts communs visant à endiguer la propagation du virus avec l'aide de la technologie. Ainsi, plusieurs initiatives individuelles, collectives, bénévoles et citoyennes ont été lancées comme plan de riposte à travers tout le continent.

Ces jeunes connectés et engagés, participent aux dynamiques de transformations sociales et politiques et sont devenus de véritables acteurs du changement à travers tout le continent. Ils impactent leur société en faisant de l'innovation leur maître-mot.

C'est ainsi que :

- Au Sénégal, Mamadou Diagne, un activiste open source et membre de AfricTivistes lance le premier Dashboard covid19sn.herokuapp pour aider à suivre en temps réel l'évolution des contaminations, guérisons et d'autres analyses liées aux données gouvernementales;
- Au Burkina Faso, l'ingénieur Adama Sy développe une application mobile pour déceler les symptômes du coronavirus avec un simple smartphone;
- À l'échelle du continent mais particulièrement en Afrique de l'Ouest, l'initiative citoyenne de la Ligue des blogueurs en Santé travaille à juguler le manque d'information en langues locales.

Internet et les nouveaux médias semblent être le support d'un engagement des jeunes pour une participation active afin d'aider à trouver un début de réponse collective et citoyenne en cette période de crise sanitaire. **Cheikh FALL**, Président des AfricTivistes

Sept choses que je peux faire en tant qu'influenceuse digitale en ces temps de COVID-19



Jeudi 26 mars, la nouvelle a éclaté dans la capitale économique du pays ouest-africain que j'appelle «chez moi». 18 Italiens, qui seraient entrés frauduleusement dans le pays, ont été arrêtés et envoyés dans un camp de mise en quarantaine. La nouvelle s'est propagée comme une traînée de poudre en saison d'harmattan. J'ai été contactée par une personne proche des «18 Italiens». La conversation qui s'en suivie:

- «Nnenna, nous avons besoin de votre aide urgente. S'il vous plaît, ce sont de fausses nouvelles. Ce n'est pas vrai. Ce ne sont pas des Italiens. Ils ne sont pas entrés illégalement. Pouvez-vous nous aider à contrer cela en ligne?»
- « D'accord, laissez-les m'envoyer des détails sur leurs nationalités. Je vais juste m'en tenir à la publication des faits ». 15 minutes plus tard, j'ai obtenu les informations dont j'avais besoin: 1 Britannique, 5 Brésiliens, 1 Français, 1 Espagnol, 5 Allemands, 1 Autrichien et 5 Néerlandais.

J'ai d'abord publié les informations sur mon mur Facebook, puis je les ai partagées avec mes groupes Facebook, dont un compte un demi-million de membres. D'autres influenceurs notables ont également partagé les faits. Le lendemain, les médias ont corrigé l'information.

En période de crise, les sentiments humains sont élevés et la raison est faible. Dans un pays d'Afrique de l'Ouest où «italien» était devenu un mot presque vénéré, en raison de la pandémie de COVID-19, l'inversion de la discrimination était une réalité. Insinuer que les 17 touristes qui avaient été surpris alors qu'il était interdit de voyager en raison de la crise, étaient des Italiens, était un moyen sûr d'alimenter la haine, la discrimination et la violence. Dans un pays en état d'urgence, avec un couvre-feu nocturne et une psychose rampante, le World Wide Web devient une nécessité. Et ceux d'entre nous qui sommes des influenceurs sur le Web ont une responsabilité. Voici sept choses que nous pouvons faire pour défendre un espace numérique qui profite à tous: informer; éduquer et communiquer; lutter contre la désinformation virale; aider à interpréter des ensembles de données complexes; soulever des questions critiques de développement; surveiller l'information et, enfin et surtout, susciter l'espoir et la joie.

Nnenna Nwakanma, Directrice principale des politiques pour la World Wide Web Foundation

La Banque africaine de développement: Façonner un avenir plus inclusif pour les communautés

L'engagement avec la société civile dans la réponse COVID-19 de la Banque

En plus de son impact sanitaire, économique et social, la COVID-19 a déclenché une crise de financement pour les OSC/ONG au moment où l'on a le plus besoin d'elles. Laisser pour compte ces « soldats de première ligne» dans le contexte actuel serait catastrophique, étant donné leur capacité à répondre à la crise à la fois immédiatement et à long terme. Parmi les solutions potentielles, un mécanisme de financement interne anticipatif pour mobiliser des financements, réviser les lignes budgétaires existantes au sein des organisations pour répondre aux besoins immédiats, et pour évoluer et s'adapter à mesure que ces besoins et ces contextes changent. Ceci apparaît comme une perspective de dialogue avec les donateurs respectifs et de synergies avec d'autres organisations de la société civile. Bien que la plupart d'entre eux se soient déjà engagés dans cette voie en réajustant les ressources matérielles, humaines, logistiques et physiques, la mise en place d'un mécanisme financier en réponse à la COVID-19 reste essentiel.

La Banque africaine de développement, en plus de sa contribution à la réponse mondiale de l'Organisation mondiale de la santé, a créé un fonds pour aider les pays membres régionaux (PMR) à lutter contre la pandémie. Les bureaux pays et ces PMR seront les points d'entrée pour les OSC/ONG. L'idée est de s'appuyer sur les OSC nationales ayant la capacité d'exécution requise. Les organisations qui ont cette capacité d'offrir de l'aide humanitaire tout en renforçant les entreprises sociales et la résilience des communautés seront prises en considération. Le Conseil du personnel de la Banque (SCO) a également mis en place un Fonds de responsabilité sociétale du personnel de la Banque, afin de toucher les populations les plus vulnérables, qui sera implémenté par des OSC dans les pays.

Cette crise montre qu'il est nécessaire que l'Afrique, en tant que continent, trouve des moyens innovants de financer les interventions à fort impact de la société civile au niveau local. Cette exigence de bâtir ensemble aujourd'hui, une meilleure Afrique demain, n'a jamais été aussi nécessaire que maintenant et la société civile jouera un rôle majeur dans cette trajectoire de la réponse d'urgence à la co-construction d'un avenir plus inclusif. Luther Yaméogo, Responsable principal du plaidoyer pour l'engagement avec la société civile, Banque africaine de développement

https://www.who.int/fr/news-room/detail/07-04-2020-who-and-partners-call-for-urgent-investment-in-nurses

La pandémie et le genre

Les femmes représentent environ 90 % du personnel infirmier dans le monde¹. En Afrique, comme dans le reste du monde, les femmes constituent l'essentiel du secteur de la santé. Les infirmières sont en première ligne de cette de pandémie: ce sont elles qui fournissent les soins dans les établissements de santé et elles impactent les communautés en sensibilisant sur le virus, parfois même sans équipement de protection. Une telle exposition est extrêmement dangereuse pour la société : les femmes sont l'épine dorsale des communautés. Ce sont elles qui appuient la famille, s'occupent des enfants et investissent leurs revenus dans la santé et l'éducation de ces derniers. Avec les mesures de confinement et les restrictions de mouvement, les femmes sont encore plus à risque en matière de violence domestique.

Les autorités sont conscientes de l'augmentation des abus et doivent alerter leurs populations et prendre les mesures nécessaires pour protéger les femmes. Plus important encore, bien que l'Afrique ait actuellement un faible nombre de morts et moins de cas qu'en Europe ou aux États-Unis, le matériel de protection pour les agents de santé reste insuffisant et devrait être mis à disposition dans les pays. Il est clair pour le monde entier que les agents de santé jouent un rôle crucial dans un tel contexte et leur rémunération devraient en tenir compte.

Le département Genre, femmes et société civile de la Banque travaille en étroite collaboration avec différents départements en interne et s'engage dans toutes les opérations d'urgence pour s'assurer de la prise en compte du genre. Dans le cadre des stratégies nationales de réponse à la COVID-19, il s'agit par exemple de cibler les agents de santé de sexe féminin pour les formations à la sécurité, cibler les femmes pour faire partie des équipes de réponse sociale et, cibler les femmes ayant un emploi précaire ou étant dans le commerce informel. **Amel Hamza**, Responsable de la division Genre et autonomisation de la femme, Banque africaine de développement

La nécessité d'une approche pluridimensionnelle

La pandémie de COVID-19 en cours a révélé la vulnérabilité collective de tous les pays du monde. Bien que même les pays les plus développés disposent de systèmes de prestation de soins de santé très avancés et soient dotés de ressources suffisantes, l'augmentation

des cas de personnes infectées par le virus continue de submerger et de surcharger leurs installations médicales et leur personnel. De plus, des millions de personnes ont perdu leur emploi et leurs revenus en raison des mises en quarantaine. Les incidents de violence basée sur le genre ont atteint des niveaux alarmants et des cas de troubles civils et de pillage de magasins d'alimentation ont été signalés. La Banque africaine de développement voit la participation de la société civile à ses opérations comme une opportunité pour transformer l'expertise inexploitée des OSC pour atteindre une croissance socio-économique et mieux gérer les risques d'échec. Dans toutes ses interventions, la société civile jouera un rôle essentiel en fournissant des services humanitaires aux communautés, en sensibilisant et en façonnant les décisions politiques qui seront prises pour répondre aux besoins des populations.

Les organisations de la société civile par elles-mêmes réagissent déjà à cette crise dans des circonstances extrêmement difficiles où elles sont exposées au risque d'infection et avec des ressources très limitées à leur disposition. En tant que praticiens expérimentés du développement, présents dans la plupart des communautés pauvres et marginalisées du continent, il est impératif que les gouvernements et les partenaires au développement s'assurent qu'elles soient bien intégrées dans les plans nationaux de réponse et de relance qu'ils élaboreront et leur confieront ce qu'elles font de mieux, à savoir appuyer les populations les plus pauvres et les plus vulnérables.

Njeri Kinyoho, Chargée de programme senior pour la société civile, Banque africaine de développement



Contactez nous

Groupe de la Banque africaine de développement Division de la Société civile et de l'engagement communautaire

> Immeuble CCIA, Avenue Jean Paul II B.P. 1387 Abidjan 01 - Côte d'Ivoire

Tél.: +225 20 26 44 64 • E-mail: civilsociety@afdb.org

www.afdb.org



